



La Turquie lance une offensive soutenue par les États-Unis contre les forces kurdes en Syrie

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 11 octobre 2019

[wsws.org](#) 10 octobre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Après que Washington a retiré dimanche sa protection des milices nationalistes kurdes qui avaient été la principale force mandataire de l'OTAN dans la guerre syrienne, les forces turques ont lancé mercredi leur attaque de l'autre côté de la frontière turco-syrienne contre les forces kurdes. Dans l'après-midi, des raids aériens et des bombardements d'artillerie ont frappé des villes et des cibles militaires et civiles le long d'environ 100 kilomètres de la frontière, de Tal Abyad à Ras al-Ain. Tôt mercredi matin, le ministère turc de la Défense a annoncé qu'il avait atteint 181 cibles dès le premier jour de son invasion du nord de la Syrie.

Des informations faisant état de pertes civiles et de dommages aux installations civiles ont été signalées alors que des avions de guerre turcs et des bombardements lourds d'artillerie frappaient des installations militaires, des villes et les environs du barrage stratégique de Bouzra qui approvisionne en eau des centaines de milliers de personnes dans le nord du pays. Deux civils ont été tués et deux autres blessés lors d'une frappe aérienne turque dans le village de Misharrafa, à l'ouest de Ras al-Ain. Il y a également eu de graves dégâts dans les habitations civiles du village de Sikarkah, dans la région de Qamishli.



Un officier de l'armée turque guide un char d'assaut vers sa nouvelle position, du côté turc de la frontière entre la Turquie et la Syrie, dans la province de Sanliurfa, au sud-est de la Turquie, mardi 8 octobre 2019. Les tensions entre la Turquie et la Syrie ont augmenté à la frontière, dans l'attente d'une incursion militaire turque en Syrie. (AP Photo/Lefteris Pitarakis)

Les journalistes de CNN sur le terrain ont rapporté des scènes de terreur alors que des civils tentaient d'échapper aux bombardements turcs: «Des scènes chaotiques se déroulent en ce

moment. Des routes sont obstruées par des familles en fuite, des motos chevauchées par cinq ou six personnes et des matelas sont attachés aux voitures. On peut voir de la fumée s'élever d'au moins une zone qui semble être en feu. Les gens ne savent pas où ils vont aller, où ils vont dormir ce soir, ni ce qu'ils peuvent attendre de cette opération turque.»

La milice des Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigée par les Kurdes, qui avait travaillé en étroite collaboration avec les forces spéciales américaines et européennes jusqu'à ce week-end, s'est engagée à «s'opposer aux Turcs pour les empêcher de traverser la frontière» et à «utiliser toutes nos possibilités contre une agression américaine». Les FDS auraient appelé leurs forces de toute la région du nord-est de la Syrie à marcher rapidement sur la frontière turco-syrienne pour tenter de repousser l'invasion turque.

Tard dans la nuit de mercredi, cependant, le ministère turc de la Défense a confirmé que ses forces terrestres avaient envahi des régions de Syrie tenues par les FDS après les premières salves d'artillerie. «Les forces armées turques et l'armée nationale syrienne ont lancé l'opération terrestre à l'est de l'Euphrate dans le cadre de l'opération "Peace Spring".»

La principale responsabilité de l'attaque sanglante lancée par la Turquie incombe à Washington et à ses alliés impérialistes européens qui, depuis la guerre du Golfe de 1991 contre l'Irak, ont mené des décennies de guerre au Moyen-Orient, y compris la guerre par procuration pour un changement de régime en Syrie, lancée en 2011.

Trump, qui a trahi les mandataires kurdes de l'OTAN en donnant le feu vert au président turc Recep Tayyip Erdoğan pour cette attaque, est directement responsable des conséquences. Cependant, l'ensemble de l'*establishment* politique aux États-Unis et en Europe est directement impliqué dans l'attaque sanglante déclenchée par l'appel téléphonique de Trump à Erdoğan dimanche, dans lequel il a retiré les garanties de protection aux milices kurdes. Les tentatives des élites dirigeantes européennes et américaines de se distancer de cette invasion puent l'hypocrisie.

Mercredi, des déclarations de toute l'Europe ont fustigé l'offensive turque. Après que le premier ministre britannique Boris Johnson eut appelé Trump, Downing Street a publié une déclaration dans laquelle il déclarait que la Grande-Bretagne était «très préoccupée par l'invasion du nord-est de la Syrie par la Turquie et par le risque de catastrophe humanitaire dans la région». Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, qui se rend en Turquie pour s'adresser à Erdoğan, a appelé la Turquie à «agir avec retenue».

La déclaration la plus répugnante est peut-être celle du ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Bien qu'il ait joué un rôle central dans le programme d'assassinats extrajudiciaires ciblés de l'État français et qu'il soit proche du dictateur égyptien, le général Abdel Fattah al-Sissi, Le Drian s'est indigné moralement du sang versé par l'armée turque. «Je condamne l'opération unilatérale lancée par la Turquie en Syrie», a-t-il tweeté, ajoutant qu'elle menaçait les «efforts sécuritaires et humanitaires» des puissances de l'OTAN contre les groupes terroristes en Syrie.

La ministre française des Affaires européennes, Amélie de Montchalin, a ajouté mercredi soir que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France préparaient une déclaration commune «qui sera extrêmement claire sur le fait que nous condamnons très fermement ce qui a été rapporté». Ils appellent également à la tenue d'une réunion conjointe à huis clos du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ces déclarations puent l'hypocrisie. Non seulement la guerre par procuration de huit ans des puissances de l'OTAN en Syrie n'a rien à voir avec les «efforts humanitaires», mais elles n'ont pas besoin de s'appuyer sur «ce qui a été rapporté» pour formuler leur politique concernant l'attaque turque. C'est parce qu'ils travaillaient en étroite collaboration avec le gouvernement turc alors qu'il lançait sa sanglante offensive contre les «alliés» kurdes des puissances de l'OTAN en Syrie.

Mercredi après-midi en Turquie, des représentants des États-Unis, de la Russie, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de l'OTAN et de l'ONU se sont rendus au ministère turc des Affaires étrangères pour des renseignements sur l'attaque à venir.

L'offensive a ensuite commencé à 16 h, heure locale, lorsque Erdoğan a annoncé l'attaque sur Twitter. Il a tweeté: «Nos forces armées turques avec l'armée nationale syrienne ont lancé l'opération Peace Spring contre les organisations terroristes PKK/YPG et Daesh, dans le nord de la Syrie. Notre objectif est d'anéantir le couloir de la terreur qu'on essaie d'installer à notre frontière sud, et d'apporter la paix et la sécurité dans la région. ... Nous protégerons l'intégrité territoriale de la Syrie et sauverons les habitants de la région des griffes de la terreur.»

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, qui devait arriver jeudi en Turquie pour s'entretenir avec Erdoğan de l'Italie où il a rencontré le premier ministre Giuseppe Conte, a approuvé l'invasion. Prétendant que la Turquie a des «préoccupations légitimes en matière de sécurité» au sujet de la Syrie, il a déclaré: «Je suis assuré que toute action qui pourrait être prise dans le nord de la Syrie sera proportionnée et mesurée.»

En plein tollé contre l'invasion turque de la Syrie, alors que les appels internationaux à protester devant les consulats turcs se multipliaient, de hauts responsables américains ont fait marche arrière et se sont distancés de l'offensive. Après que Trump a qualifié l'attaque de «mauvaise idée», le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a nié la responsabilité des États-Unis dans l'attaque turque. «Les États-Unis n'ont pas donné le feu vert à la Turquie» pour l'offensive, a-t-il menti. En même temps, Pompéo a fait écho à l'affirmation de Stoltenberg selon laquelle Ankara a une «préoccupation légitime de sécurité» pour justifier le bombardement des Kurdes.

La décision de Trump d'abandonner les garanties de sécurité américaines aux milices kurdes syriennes et de donner le feu vert à une invasion turque en Syrie s'avère avoir des conséquences catastrophiques. Mais c'est le produit final de décennies de guerres menées par les gouvernements américains successifs et leurs alliés impérialistes européens, y compris lorsque Washington était dirigé par les critiques démocrates de Trump. La guerre du Golfe en Irak en 1991 et l'invasion de l'Afghanistan par l'OTAN en 2001 ont déclenché des décennies de guerres au Moyen-Orient qui ont fait des millions de morts, transformé des dizaines de millions de personnes en réfugiés et dévasté des sociétés entières.

L'administration démocrate d'Obama à Washington a lancé la guerre syrienne en 2011 avec le soutien de Berlin, Londres, Paris et les autres puissances impérialistes européennes. Au départ, ils se sont appuyés sur les milices liées à Al-Qaïda pour mener des attentats à la voiture piégée et des attaques comme fer de lance de leur guerre contre le régime du président Bachar al-Assad. Ce n'est que lorsque ces milices islamistes ont été vaincues et que les milices de l'État islamique (EI) se sont retournées contre le régime fantoche américain en Irak en 2014 que Washington s'est tourné vers les milices dirigées par des

Kurdes comme principale force par procuration en Syrie.

Les nationalistes bourgeois kurdes ont trahi le peuple kurde en subordonnant leur lutte pour les droits démocratiques aux manœuvres de l'impérialisme américain pour dominer le Moyen-Orient.

Quand les médias américains et européens saluaient les FDS en tant qu'alliés démocratiques des puissances de l'OTAN, les FDS étaient alignées sur la politique de guerre des puissances de l'OTAN - en emprisonnant 11.000 personnes sur le territoire qu'ils contrôlaient, sous prétexte qu'ils étaient des combattants incorrigibles de l'EI. Mercredi, les responsables des FDS ont annoncé que les forces qu'ils avaient affectées à la détention du personnel de l'EI avaient abandonné ces fonctions pour se redéployer afin de combattre l'invasion turque.

Quelques années seulement après que les nationalistes kurdes sont apparus comme la principale force mandataire américaine en Syrie, Washington les a sacrifiés au dernier zigzag de la politique américaine au Moyen-Orient, se rapprochant du gouvernement turc qui s'oppose violemment au nationalisme kurde en Syrie et en Turquie elle-même.

Alex Lantier

Article paru en anglais, WSWWS, le 10 octobre 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier, wsws.org](http://wsws.org), 2019

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca